

## La Russie dispose de 100 divisions

**A**U DÉBUT DE 1939, le gouvernement britannique avait envisagé la reprise des négociations commerciales avec l'URSS afin de la pousser à acheter plus de biens manufacturés britanniques. La balance commerciale très nettement favorable aux Soviétiques était une source constante d'irritation pour les hauts fonctionnaires britanniques. Ils avaient pensé notamment à un embargo commercial pour faire avancer les négociations. Cette solution s'avéra vite mauvaise au fur et à mesure que les questions de politique internationale prenaient le pas sur le commerce. « La Russie dispose de 100 divisions, observa S. D. Waley du ministère du Trésor, et en cas de problèmes, sa présence à nos côtés pourrait être un facteur décisif<sup>1</sup>. » Il n'était pas nécessaire en effet d'être général pour reconnaître l'importance stratégique de l'URSS.

Les purges staliniennes avaient décimé le corps des officiers de l'Armée rouge mais elles n'avaient pas éliminé le rôle militaire de l'URSS en Europe de l'Est. La droite franco-britannique avait elle aussi causé des dégâts en utilisant les purges comme prétexte pour ne pas coopérer avec l'URSS contre l'agression nazie. Les milieux militaires franco-britanniques considéraient la puissance de feu soviétique, malgré ses imperfections, comme une force formidable, digne d'être une alliée. Par exemple, Palasse, attaché militaire français à Moscou, avait rapporté en avril 1938 que le haut commandement soviétique se remettait des purges

et que l'on devait évaluer à la hausse le potentiel militaire de l'Armée rouge. L'état-major général ignore ce rapport, mais Palasse continua de faire valoir ses arguments. L'Armée rouge pouvait aligner 250 divisions un an après la mobilisation. Elle pouvait défendre son territoire, et ses capacités offensives, quoique limitées, pouvaient sérieusement mettre à mal l'ennemi<sup>2</sup>. Les analystes militaires britanniques tiraient les mêmes conclusions. L'attaché militaire britannique à Moscou, R. C. Firebrace, fit remarquer ceci, début mars 1939 : « L'Armée rouge est à présent acquise au régime et combattra sous ses ordres dans une guerre offensive ou défensive [...]. Elle a souffert gravement des "purgés", mais constitue quand même un obstacle de poids pour un agresseur [...]<sup>3</sup>. »

Au début de 1939, le gouvernement britannique pouvait envoyer immédiatement deux divisions rejoindre environ quatre-vingt-cinq divisions françaises face à l'Allemagne. L'URSS, selon toute vraisemblance, excédait ce total au début de la guerre. À ce sujet, il faut se rappeler que la stratégie militaire franco-britannique reposait sur une « guerre de longue durée », guerre d'usure où un blocus terrestre et maritime hermétique associé à une stratégie défensive sur le terrain devait acculer l'Allemagne à la défaite. Les opérations offensives n'auraient constitué que le coup de grâce. Nul besoin d'un expert militaire pour reconnaître que l'Armée rouge eût été un atout considérable dans le cadre d'une telle stratégie. Par ailleurs, l'URSS pouvait interdire l'accès de ses vastes ressources naturelles à l'Allemagne et fournir d'immenses quantités d'armement et d'approvisionnement aux alliés de l'Est comme la Pologne et la Roumanie, si du moins leurs gouvernements le souhaitaient. La principale critique franco-britannique à l'encontre de l'Armée rouge était son incapacité à soutenir des opérations offensives stratégiques du fait des purges et des réseaux de communication inadéquats. Mais les armées franco-britanniques n'avaient aucune intention immédiate de passer à l'offensive contre la Wehrmacht. Chamberlain ne cessait de faire référence à la faiblesse militaire de l'URSS malgré les preuves du contraire. Ne désirant pas s'allier à l'URSS, il utilisait n'importe quel argument pour justifier sa position.

## II

On en resta là jusqu'à la fin mars. Mais les circonstances commencèrent à changer et la position de Chamberlain devint de plus en plus difficile à défendre. L'opinion publique en France et en Grande-Bretagne se retourna contre l'Allemagne après l'occupation de Prague; de son côté, l'opposition reprocha vivement à Chamberlain de ne pas avoir associé l'URSS. Elle l'accusa d'obéir à des motivations « idéologiques ». Il le nia : les Polonais eux aussi s'opposaient aux Soviétiques, ainsi que l'Espagne, le Portugal et même le Canada. C'était l'opportunisme et non l'idéologie qui dictait la politique britannique<sup>4</sup>. Une fois de plus, c'était le monde à l'envers. Litvinov nota dans un câble à Maiski : « [...] c'est à Chamberlain et à Daladier d'avoir le dernier mot, pas à Beck. Ce n'est pas la première fois que l'Angleterre nous adresse des propositions de coopération puis les retire en invoquant les objections réelles ou supposées de l'Allemagne, puis du Japon, puis de la Pologne<sup>5</sup>. » Les lettres de Chamberlain à ses sœurs, du reste, révèlent son animosité idéologique envers l'URSS.

Beck vint à Londres le 3 avril, pour discuter d'un accord militaire bilatéral. Les Britanniques voulaient que la Pologne soutienne la Roumanie en cas de menace nazie. Il n'y avait rien à attendre de Beck. Il avait déjà la garantie britannique en poche; par conséquent, il n'avait pas besoin d'offrir de contrepartie. La Pologne ne voulait pas provoquer Hitler; de son côté, la Roumanie était isolée. Pis encore, Beck oublia d'aviser le gouvernement britannique — en réalité il mentit — de la recrudescence de la pression nazie sur la Pologne elle-même. Pour commencer, Hitler voulait annexer Dantzig et voulait une route vers la Prusse orientale jouissant de l'exterritorialité à travers le corridor polonais. Chamberlain avait proclamé que la Pologne était la clé de la situation. À présent, il commençait à s'apercevoir de son erreur<sup>6</sup>. La Grande-Bretagne ne pouvait pas empêcher l'invasion de la Pologne; mais en même temps il refusait de conclure avec la seule puissance qui aurait pu y parvenir, l'URSS. *Nu, khorosho* (« très bien »), comme aiment dire les Russes. « Nous savons parfaitement, écrivit Litvinov le 4 avril, qu'il est impossible de freiner et de stopper l'agression en Europe sans nous, et que plus ils [les Franco-Britanniques] attendent pour réclamer notre aide, plus notre prix sera élevé<sup>7</sup>. »

Début avril, Potemkine puis Litvinov convoquèrent l'ambassadeur de Pologne, W. Grzybowski, pour l'interroger sur les raisons du refus polonais de s'associer à l'URSS dans la déclaration quadripartite britannique. Potemkine demanda si la presse disait vrai sur l'opposition polonaise. Grzybowski servit une réponse toute faite, à savoir la volonté polonaise de rester neutre entre l'Allemagne et l'URSS. Potemkine répondit que l'avenir de la Pologne dépendrait de la bonne volonté de Hitler. En cas de menace allemande, la Pologne serait obligée d'accepter le soutien des autres grandes puissances si elle voulait sauvegarder son indépendance.

Devant Litvinov, Grzybowski essaya d'esquiver les déclarations polonaises hostiles à l'URSS, mais le commissaire ne lui en laissa pas l'occasion. Litvinov fit observer que la politique polonaise était risquée étant donné la soif de conquête de Hitler. Quant à la « neutralité » de la Pologne, il ne l'avait pas remarquée durant la crise de Munich. Grzybowski répondit que la Pologne se tournerait vers l'URSS au moment voulu. Litvinov le mit en garde de ne pas attendre trop longtemps<sup>8</sup>. C'était un bon conseil. Le 11 avril, Hitler approuva le « Plan blanc », organisant l'isolement de la Pologne et la destruction de ses forces armées. Hitler n'avait pas encore opté pour la guerre, mais si la Pologne ne se pliait pas aux concessions nécessaires, il projetait de l'écraser.

La pression de l'opinion publique et de l'opposition en Grande-Bretagne en vue de meilleures relations avec l'URSS devenait irrésistible, mais certains hauts fonctionnaires et le premier ministre n'étaient pas encore persuadés de leur nécessité. Halifax assura Maiski du désir du gouvernement britannique de créer une large coalition pour protéger la paix, coalition qui ne saurait exclure l'URSS. Mais le Foreign Office rejeta catégoriquement la suggestion informelle de Maiski d'une visite de Litvinov à Londres pour préparer des négociations. Sargent et Cadogan, plus hostiles que jamais à l'URSS, trouvaient cette idée épouvantable. Elle va susciter « les plus grands soupçons dans tous les pays redoutant l'option soviétique [...]. J'espère que nous ne laisserons pas les griefs fictifs de Maiski et les sautes d'humeur feintes de Litvinov nous pousser à l'action au détriment de notre meilleur jugement. » Sargent suggéra « de prendre les Soviétiques au mot en leur demandant de but en blanc de faire un exposé détaillé et complet montrant jusqu'à quel point et de

quelle manière ils étaient prêts à coopérer avec d'autres gouvernements [...]».

« D'accord, intervint Cadogan. Personnellement, je considère toute association avec les Soviétiques comme un handicap plutôt qu'un atout. Mais je préfère leur demander ce qu'ils proposent, en indiquant que nous ne voulons pas d'une leçon de morale, mais une indication pratique de ce qu'ils proposent concrètement. » Halifax approuvait avec des réserves : « [...] bien sûr, nous voulons si possible — sans semer trop de discorde [...] — les garder avec nous [...] ».

### III

Tandis que le Foreign Office rejetait l'idée d'une visite de Litvinov à Londres, Paris commença à s'agiter diplomatiquement. Le gouvernement français émergea enfin de sa torpeur envers l'URSS au début avril. Le 2, Payart réitéra un avertissement exprimé plusieurs fois par l'ambassade de France à Moscou. Si la France ne tenait pas compte de l'URSS, ce serait à ses risques et périls. Il rapporta le sarcasme de Litvinov adressé à Seeds concluant que, après tout, l'isolationnisme pourrait être ce qu'il y avait de mieux pour l'URSS. Payart observa que de telles remarques étaient sans doute une manœuvre pour stimuler l'intérêt franco-britannique. Toutefois, Payart prévint ses correspondants que les commentaires cyniques de Litvinov « reflétaient presque toujours les options politiques d'autres responsables soviétiques ». Le gouvernement soviétique avait l'impression d'avoir été successivement harcelé, rejeté et manipulé, afin d'être isolé et compromis avec l'Allemagne. Litvinov en avait plus qu'assez d'être snobé par les diplomates franco-britanniques et « marre » de l'hostilité polonaise et roumaine. Il n'avait pas l'intention de voir l'URSS servir de paratonnerre pour l'agression nazie<sup>10</sup>.

Poussé par l'avertissement de Payart et par l'aggravation de la crise européenne, le gouvernement français semblait avoir chargé Bonnet d'aller discuter avec Souritz des possibilités de collaboration. Le 5 avril, Bonnet s'enquit de l'intérêt soviétique à soutenir la Pologne et la Roumanie contre l'agression nazie, se référant même au passage du discours prononcé par Staline le 10 mars concernant le soutien soviétique aux victimes d'agression. Bonnet fut vague au sujet des intentions françaises,

dit Souritz, mais une chose était claire : il voulait que Moscou prenne des engagements à l'est et peut-être aussi encaisse le coup venant de l'Allemagne. Bonnet promit que le gouvernement français ferait des propositions quelques jours plus tard sur des arrangements de défense en Europe orientale. Souritz considéra cette rencontre comme une simple ruse de Bonnet en vue de donner l'impression qu'il consultait le gouvernement soviétique. Naturellement, le compte rendu de Bonnet différerait quelque peu ; en fait, il insistait lourdement sur ce que le gouvernement soviétique était en mesure de faire pour soutenir la Pologne et la Roumanie, mais sans mentionner les intentions françaises<sup>11</sup>.

Bonnet rappela Souritz au Quai d'Orsay le 7 avril — le jour de l'invasion de l'Albanie par l'Italie — et souligna encore la nécessité d'une coopération franco-soviétique pour soutenir la Pologne et la Roumanie.

En guise de réponse, Souritz se contenta de faire remarquer qu'il était difficile d'offrir son soutien à un pays qui le refusait. Il promit néanmoins de transmettre les remarques de Bonnet à Moscou. Il rendit aussi compte d'un entretien précédent avec Daladier qui s'en était pris à la politique polonaise, laquelle, selon lui, ne pouvait mener qu'à la ruine. Plusieurs personnalités françaises firent appel à Souritz début avril, y compris Gamelin, qui regrettait « les erreurs du passé », et pensait qu'il était temps de rallier toutes les forces désireuses de résister à l'agression. D'autres officiers français, comme l'ancien chef d'état-major, Maxime Weygand, dirent qu'il était important d'avoir « un accord solide avec la Russie ». « Le communisme doit être combattu chez nous, et je suis pour la suppression du parti communiste en France, dit-il. Mais à l'extérieur, l'idéologie ne doit point interférer dans les impératifs stratégiques. » Évidemment, il n'y avait aucun consensus à ce sujet. Presque au moment où Weygand s'exprimait, le chef du 2<sup>e</sup> Bureau rejetait la coopération soviétique, la percevant comme un moyen de propager le bolchevisme en Europe<sup>12</sup>.

Litvinov exposa dûment à Staline le message de Bonnet ainsi qu'une analyse accablante de la politique française :

Bonnet est le défenseur le plus déterminé et le plus inflexible de la prétendue politique de Munich. Je pense qu'il est encore prêt à suivre cette politique dépassée selon laquelle la France n'interviendra dans les affaires européennes qu'en cas d'attaque directe contre son territoire ou contre la

Belgique ou la Suisse. Il est prêt à sacrifier tous les autres pays d'Europe, y compris la Roumanie et la Pologne [...]. Malheureusement, c'est notre interlocuteur obligé en tant que ministre des Affaires étrangères, mais n'oublions jamais qu'il va essayer d'utiliser nos réponses et nos propositions pour justifier sa thèse de l'impossibilité de coopérer avec nous et de modifier la politique de Munich. Dans cet esprit, l'absence de réponse de notre part pourrait aussi être utilisée contre nous.

Par conséquent, Litvinov proposa et fit approuver ce qui devint la réponse soviétique à Bonnet, à savoir que le gouvernement soviétique avait suggéré une conférence à six et accepté la proposition britannique d'une déclaration quadripartite. Alors que la Pologne et la Roumanie n'avaient pas réclamé l'aide soviétique, et bien que l'URSS ne fût pas liée par traité avec ces deux pays, le gouvernement soviétique était néanmoins disposé « à entendre et à étudier » toute proposition concrète<sup>13</sup>.

Litvinov ordonna à Souritz de transmettre cette réponse à Bonnet. Ses instructions croisèrent le câble de son ambassadeur indiquant que le ministre français insistait pour une réponse à sa proposition de négociations. « Hier, il m'a appelé, aujourd'hui il m'a convoqué. Je l'ai trouvé complètement prostré, dit Souritz. Il m'a montré une pile de télégrammes d'origines diverses indiquant une situation en pleine dégradation : l'Italie a mobilisé deux millions d'hommes ; on rapporte des mouvements de troupes allemandes en direction de la frontière polonaise ; la flotte française a été mise en état d'alerte. La guerre peut éclater à tout moment. » « Bonnet attend notre réponse avec impatience, ajouta Souritz ; hier, il a envoyé des instructions en ce sens à Payart. Il veut des pourparlers immédiats et est disposé à signer une déclaration tripartite sans la Pologne<sup>14</sup>. »

Souritz envoyait dorénavant à ses supérieurs des rapports quotidiens de ses rencontres avec Bonnet ou de la situation politique française. « Ces dernières semaines, je ne peux pas me plaindre d'un manque de contact avec le gouvernement français, écrivit-il. La situation est devenue quelque peu bizarre, et ces "contacts" commencent à devenir de plus en plus pesants. Bonnet me poursuit et m'accable de ses rencontres quasi quotidiennes. » Au début, Souritz pensait que tout cela n'était que simulacre pour donner l'impression de consultations et de contacts constants, afin

de berner l'opinion publique ; mais, durant la dernière semaine, la situation avait changé. « Il me semble que, pour la première fois, Bonnet a finalement compris que sa politique a conduit le pays au bord du désastre et l'a mené, lui, à la faillite politique (ce qui est probablement plus important pour lui). »

Souritz rapporta que chaque jour qui passait renforçait l'atmosphère de guerre imminente à Paris. Tout le monde était persuadé que la guerre ne pourrait pas être évitée et qu'elle serait menée dans des conditions bien plus défavorables qu'à l'automne précédent. L'humeur du public avait été transformée par l'occupation de Prague, puis par l'invasion de l'Albanie. « La poudre aux yeux » ne marche plus, pensait Souritz. Les attaques de la presse contre l'URSS ont pratiquement cessé. La France n'est plus si difficile maintenant quant à l'obtention de l'aide soviétique. La vieille arrogance française a disparu ; ils supplient : « Des gens qui ont besoin de nous, pas [...] des gens dont nous avons besoin. » La France baigne dans le danger jusqu'au cou ; un compromis n'est plus possible avec les agresseurs, et la guerre est imminente. En fait, la France et l'URSS ont besoin l'une de l'autre. Toutefois, Souritz craignait la trahison : « [...] nous devrions négocier, mais ne pas nous engager sans garanties réciproques<sup>15</sup>. »

La lettre de Souritz croisa celle de Litvinov dans laquelle celui-ci réitérait ce qu'il avait écrit à Staline le 9 avril, et qui était pleine de méfiance à l'égard de Halifax et de Bonnet. Ce dernier cherchait juste un prétexte pour dire que l'URSS n'était pas prête à agir, comme il l'avait fait pendant la crise de Munich. Son empressement à signer une déclaration tripartite ne voulait rien dire ; il savait parfaitement que la Grande-Bretagne ne l'accepterait pas et il jugeait probablement qu'elle serait aussi inacceptable pour Moscou<sup>16</sup>.

Malgré sa profonde méfiance personnelle à l'égard des gouvernements français et britannique, Litvinov savait penser objectivement lorsque les circonstances l'exigeaient. Soit en raison de la lettre de Souritz, soit en raison d'un concours de circonstances, il envisagea une nouvelle proposition — qui se trouva être sa dernière — aux gouvernements français et britannique, laquelle visait la coopération contre l'Allemagne. Sargent et Cadogan voulurent « prendre les Soviétiques au mot en leur demandant [...] de faire un exposé détaillé et complet montrant jusqu'à quel point et de quelle manière ils étaient prêts à coopérer avec d'autres gouvernements [...] ». Litvinov décida de les satisfaire.

## IV

La transition commença avec les reproches adressés par Litvinov à Maiski pour des déclarations faites lors d'une rencontre avec Halifax le 11 avril. Ce dernier avait révélé que le gouvernement britannique envisageait des garanties complémentaires pour la Grèce et la Roumanie. La discussion était étendue, mais Maiski prétendit que le seul moyen d'enrayer l'agression et de garantir la paix était un engagement multilatéral et non des accords bilatéraux ou trilatéraux. Halifax pensait que le gouvernement britannique se dirigeait rapidement vers une position ferme contre l'agression nazie ; il espérait que le gouvernement soviétique s'en rendrait compte. Maiski répondit que la vitesse des répliques britanniques aurait convenu au siècle précédent, mais ne permettait pas de rivaliser avec Hitler et Mussolini. Il ne fallait pas seulement rattraper les agresseurs, mais aussi prévenir leurs actes et les contrecarrer. Halifax quitta l'entretien frustré : « Malgré l'attitude amicale de Maiski durant notre entretien, je n'ai pas senti dans sa conclusion que nous avions accompli de grands progrès dans la solution des problèmes dont le gouvernement de Sa Majesté est conscient, mais que Maiski et le gouvernement soviétique semblent persister à ne pas voir<sup>17</sup>. »

Deux jours plus tard, le 13 avril, Litvinov recommanda à Staline de faire en sorte que Maiski adopte « une position plus réservée » dans ses entretiens avec les hauts fonctionnaires britanniques, et il demanda l'approbation d'un brouillon de télégramme à cet effet. De toute évidence, Staline accepta, car Litvinov réprimanda Maiski pour avoir rejeté les accords bilatéraux ou trilatéraux. « Nous considérons votre critique de la politique britannique comme inappropriée. Vous devriez vous laisser guider directement par nos instructions, et non par les articles de notre presse, qui peut se permettre de plus grandes libertés qu'un représentant officiel du gouvernement soviétique. » Sur les affaires en cours, Litvinov chargea Maiski de dire à Halifax que le gouvernement soviétique n'était pas indifférent au sort de la Roumanie et qu'il aimerait savoir quelle aide était envisagée par la Grande-Bretagne et par d'autres pays. « Nous sommes prêts, dit Litvinov, à y participer<sup>18</sup>. »

Ce même jour, le gouvernement britannique annonça des garanties de sécurité pour la Roumanie et la Grèce, et les Français en firent autant.

Une semaine plus tard, un ministère britannique de l'Approvisionnement était créé, et six jours après était déposé un projet de loi instaurant le service militaire obligatoire. À la fin mars, le gouvernement britannique avait annoncé son intention de doubler les effectifs de réserve. La France et la Grande-Bretagne semblaient finalement se renforcer ; cependant, ces dernières mesures ne pouvaient avoir des effets qu'à long terme. C'était bien beau de donner des garanties, encore fallait-il être en mesure de protéger les frontières de la Pologne ou de la Roumanie contre une invasion réelle. À Londres, il y eut des débats aux Communes les 3 et 13 avril. De nombreux orateurs de l'opposition et des conservateurs voulurent savoir ce qu'on entendait faire pour intégrer la Russie. Il y eut des appels pour une alliance à part entière avec l'URSS, mais le gouvernement n'en était toujours pas là. Channon remarqua Churchill, Lloyd George et quelques autres « dans un groupe triomphant qui entourait Maiski [...], l'ambassadeur de la torture, du meurtre et de tous les crimes possibles et imaginables<sup>19</sup> ». Chamberlain était violemment opposé à une alliance avec les Russes, et Halifax, qui était soutenu par Cadogan et Sargent, à peine moins. Comme l'écrivait Chamberlain à sa sœur Ida :

Ça ne facilite pas les choses pour un ministre d'être harcelé par l'opposition et par Winston qui est le pire du groupe, téléphonant presque à chaque heure du jour. Je suppose qu'il a préparé un discours solennel formidable qu'il veut livrer. Je sais qu'il y a beaucoup d'individus insouciants qui voudraient nous plonger dans la guerre immédiatement, mais on doit leur résister jusqu'à ce qu'elle devienne vraiment inévitable.

Puis Chamberlain évoque son entretien avec Beck et leur discussion sur l'URSS :

J'avoue être tout à fait en accord avec lui, car je considère la Russie comme une amie très peu fiable dotée d'une capacité d'assistance active réduite mais d'un pouvoir irritant énorme. Malheureusement, nous devons faire notre possible contre la passion quasi hystérique de l'opposition poussée par LIG, qui pense pathétiquement que la Russie détient la clé de notre salut [...]<sup>20</sup>.

Le Foreign Office câbla à son ambassadeur en Turquie, le 13 avril, que « le gouvernement de Sa Majesté n'avait pas l'intention de conclure un

accord bilatéral d'assistance mutuelle avec le gouvernement soviétique<sup>21</sup> ». Les assurances de Halifax à Maiski, lors de leur rencontre du 6 avril, concernant l'intégration de l'URSS reflétaient sans doute sa vision personnelle et non pas celle du premier ministre, ni même la position officielle du Foreign Office. Les soupçons soviétiques sur Chamberlain, sinon sur Halifax, étaient justifiés.

Le lendemain, 14 avril, le gouvernement britannique invita l'URSS à offrir des garanties unilatérales à la Pologne et à la Roumanie. C'était la manière anglaise d'intégrer les Soviétiques sans s'engager<sup>22</sup>. Selon Halifax, Maiski sembla réagir de manière positive à l'endroit des garanties britanniques ; l'ambassadeur, de son côté, informa son interlocuteur de la position soviétique sur la Roumanie. Halifax, impatient, demanda une réponse rapide. Dans son rapport à Moscou, Maiski indiqua que, après avoir quitté Halifax, il avait vu Vansittart. Ce dernier confirma que les nouvelles directives adressées à Seeds, demandant des garanties soviétiques unilatérales, démontraient que les relations anglo-soviétiques entraient dans « une nouvelle phase » de consultations visant à une vraie coopération<sup>23</sup>. Litvinov ne pouvait pas en être certain, mais il demandait à voir.

Le même jour, les Français prirent eux aussi l'initiative de renouer avec l'URSS, sans avoir consulté Londres au préalable. C'était une nouvelle expérience pour les diplomates français : ils ne l'avaient pas fait depuis Barthou. Bonnet donna à Souritz une proposition générale d'*addenda* au pacte franco-soviétique, stipulant un soutien mutuel si l'un des deux pays déclarait la guerre à l'Allemagne pour appuyer la Pologne ou la Roumanie. Typique de la méthode Bonnet, le premier brouillon mentionnait uniquement l'aide de l'URSS à la France et pas la réciproque. Le compte rendu de la rencontre rédigé par Souritz regorge de sarcasmes, mais il ne cite pas cet oubli de Bonnet. Ce dernier poussa Souritz à lui faire connaître la position soviétique ; l'ambassadeur se borna à indiquer que le gouvernement soviétique était disposé à faire une contre-proposition<sup>24</sup>.

Seeds vit Litvinov le 15 avril au sujet de la proposition britannique. Ce dernier l'écouta « gentiment » sans toutefois partager l'idée d'une déclaration unilatérale n'engageant que l'URSS. Dans son compte rendu, il affirme qu'il n'avait pas décelé dans la déclaration de l'ambassadeur le

type de soutien envers la Roumanie que la Grande-Bretagne envisageait pour elle-même et pour l'URSS. Il fit observer que le gouvernement britannique « préférait apparemment des déclarations générales de principe à des obligations précises [...] convenues à l'avance<sup>25</sup> ».

Litvinov rencontra Seeds le lendemain pour les mêmes motifs, mais il fut un peu plus direct. Il voulut savoir jusqu'où les autres garants étaient prêts à aller et ce qu'on attendait du gouvernement soviétique. Il désirait savoir aussi ce que la Pologne et la Roumanie proposaient de faire. Pour lui, ces deux pays pouvaient négocier des ententes avec Berlin et faire passer les garants pour des idiots. « Peut-être que le gouvernement britannique sait quelque chose que nous ignorons, dit-il, mais nous devons être complètement informés avant de faire une déclaration publique. » Payart l'avait dit tout net : l'URSS n'avait pas l'intention de tirer les marrons du feu et ne souhaitait pas se retrouver seule face à l'Allemagne. À Paris, Bonnet confia à Souritz que la proposition britannique l'avait pris au dépourvu, même si le gouvernement français la soutenait<sup>26</sup>.

Litvinov cacha à Seeds que le gouvernement soviétique envisageait une contre-proposition à celles des gouvernements français et britannique, contre-proposition dont Souritz connaissait peut-être la nature lorsqu'il rencontra Bonnet le 15 avril. Ce jour-là, Litvinov envoya à Staline une proposition d'alliance tripartite avec la France et la Grande-Bretagne. « Nous avons désormais les propositions britannique et française, dit-il ; peut-être les Britanniques nous sondaient-ils à travers les Français. » En tout cas, les deux gouvernements commençaient à révéler leurs positions. « Si nous voulons en tirer quelque avantage, dit Litvinov, nous devons nous aussi dévoiler un peu de nos propres souhaits. Nous ferions mieux ne pas attendre que l'on nous propose exactement ce que nous désirons. » Présupposant que le gouvernement soviétique souhaitait coopérer avec la France et la Grande-Bretagne, Litvinov formula une position minimale en quatre points, laquelle peut se résumer brièvement comme suit : assistance mutuelle en cas d'agression contre un des trois signataires ; assistance à *tous les états voisins de l'URSS, y compris les pays baltes et la Finlande* ; accord rapide sur les formes précises d'assistance mutuelle ; promesse de ne pas conclure de paix séparée. Attendons-nous à « des négociations immédiates et compliquées » avec les Français et « plus

encore » avec les Britanniques, ajouta-t-il ; il nous faut surveiller l'opinion publique anglaise et essayer de l'influencer<sup>27</sup>.

Le lendemain, Litvinov discuta avec Staline de son projet d'alliance tripartite. La proposition en huit points qui en résulta fut remise à Seeds un jour après, soit le 17 avril. Litvinov expliqua que le plan soviétique élargissait la proposition de Bonnet en y ajoutant l'idée britannique des garanties pour la Pologne et la Roumanie<sup>28</sup>.

Sargent et Cadogan avaient mis Litvinov au défi de produire des propositions précises : elles étaient là. Le Foreign Office était confondu. Cadogan trouva les propositions soviétiques « extrêmement inopportunes » : selon lui, elles « allaient procurer une défense supplémentaire négligeable », aliéner nos amis et provoquer nos ennemis. Afin d'apaiser la gauche en Angleterre, nota Cadogan, le gouvernement britannique, « plutôt que d'obtenir un avantage militaire solide », avait demandé une déclaration soviétique unilatérale de soutien. « L'assistance du gouvernement soviétique serait disponible, si elle était désirée, et utilisée de la manière la plus avantageuse. » Cadogan devait toutefois admettre que la proposition soviétique mettait le gouvernement de Sa Majesté dans une mauvaise posture :

[...] il est très difficile de refuser l'offre soviétique. Nous avons prétendu que les Soviétiques prêchaient « la sécurité collective » sans jamais faire de propositions pratiques. Ils en ont fait une maintenant, et ils nous en voudront de la rejeter. On peut compter sur la gauche ici pour tirer profit de la situation [...]. Il y a même un risque — mais je penserais qu'il est plutôt éloigné — qu'en cas de rejet de cette proposition, les Soviétiques passent un quelconque accord de « non-intervention » avec les Allemands.

Cadogan recommandait le rejet de la proposition de Litvinov. Elle fut écartée — avec « dédain », dira plus tard l'ambassadeur Corbin<sup>29</sup>.

Ayant rejeté la proposition soviétique, le Foreign Office songea à contacter les Français avant que ceux-ci ne commencent à négocier séparément à Moscou, au risque de se trouver entraînés dans les plans de Litvinov et de rendre la situation britannique encore plus inconfortable. Aussi, le Foreign Office appela-t-il le gouvernement français en consultations avant qu'il ne réponde à l'ambassadeur soviétique à Paris. Cadogan expliqua la position britannique à Corbin, lequel fit observer

qu'il fallait traiter les propositions de Litvinov « avec précaution ». Halifax signala à Phipps qu' « un rejet pur et simple permettrait aux Russes d'embarrasser considérablement les deux gouvernements, [c'est pourquoi] il était préférable que des contre-propositions soient envisagées<sup>30</sup> ».

Comme le craignaient les Britanniques, les Français trouvaient effectivement plus d'intérêt aux propositions russes. Bonnet « m'a demandé de vous transmettre, câbla Souritz à Litvinov, le 18 avril, que sa première impression est très favorable<sup>31</sup> ». Puis il y eut des accrocs, comme il y en avait toujours dans les tractations entre Bonnet et l'URSS, mais aussi parce que les Britanniques trouvaient que les Français avaient répondu trop positivement aux propositions de Litvinov. De larges discussions entre Paris et Londres portèrent sur une réplique à l'offre soviétique. Léger dit à Phipps que Bonnet avait tout d'abord pensé que les propositions soviétiques « coïncidaient » avec la vision française. Maintenant, les Français les trouvaient trop contraignantes et trop étendues. En réalité, Léger pensait que, « allégées de certaines objections évidentes », elles pouvaient servir de base à un accord. « Il estimait que, dans la mesure où la France et la Grande-Bretagne formulaient des demandes à la Russie, elles devaient aussi accorder une certaine réciprocité<sup>32</sup>. » Bonnet vit Souritz le 22 avril. Il lui dit que les propositions soviétiques posaient problème. L'idée de garanties pour les pays baltes ne plaisait guère au gouvernement français, puisqu'il n'y avait pas de garanties soviétiques équivalentes pour la Hollande, la Belgique et la Suisse. Bonnet cherchait des informations. Il dit à Souritz que le gouvernement français allait étudier les propositions en détail et reprendrait contact avec lui quelques jours plus tard<sup>33</sup>.

Le gouvernement français chercha sans succès à persuader les Britanniques de reconsidérer leur opposition catégorique à une alliance avec les Soviétiques. Bonnet remit à Phipps la réponse française aux propositions de Litvinov : elle disait en substance que l'insistance soviétique sur la réciprocité des obligations était une condition *sine qua non*, et devait être prise en compte d'une manière ou d'une autre. Il fallait éviter les références publiques à des pays précis, en particulier à la Pologne, l'accord ne devant faire référence qu'à « des engagements d'assistance entre les trois gouvernements sans nommer d'autres États ». « La formule proposée au gouvernement soviétique doit donc être assez vague pour ne

pas nommer de pays en particulier, et assez précise pour s'appliquer quand même aux urgences les plus pressantes et les plus probables.» En plus, le gouvernement français ne pouvait pas appuyer la proposition britannique en faveur d'une déclaration unilatérale d'assistance soviétique, car elle n'avait tout simplement aucune chance d'être acceptée par Moscou. Pourtant, tout en engageant l'URSS à venir au secours de la France et de la Grande-Bretagne si leurs actions visant à protéger « le statu quo en Europe centrale et orientale » (souligné par l'auteur) entraînaient la guerre, la proposition française n'exigeait pas des gouvernements français et britannique qu'ils viennent en aide à l'URSS dans des circonstances semblables. En d'autres mots, les Français et les Britanniques allaient décider de la paix ou de la guerre, et l'URSS serait invitée à se joindre à eux. Bonnet remit la proposition française d'accord trilatéral à Souritz le 25 avril<sup>34</sup>.

Les Français étaient allés trop loin pour les Britanniques et pas assez pour les Soviétiques. Chamberlain « n'aimait pas » leur proposition ; pas plus d'ailleurs que Halifax et Cadogan. C'était la rengaine habituelle : la Pologne déclinerait toute association avec l'URSS<sup>35</sup>. L'ambassadeur britannique à Varsovie, Kennard, avertit qu'une pression sur la Pologne n'arrangerait pas les choses. Dès l'adhésion de l'URSS à une coalition antiallemande, le gouvernement polonais craindrait d'être relégué à l'arrière-plan. De plus, l'extraordinaire médiatisation d'un éventuel accord avec l'URSS angoissait l'opinion publique polonaise et facilitait l'exploitation des peurs du bolchevisme par les propagandistes nazis. « Ne serait-il pas possible, plaïda Kennard, même s'il est un peu tard, d'insister en haut lieu pour que les journaux et la BBC se montrent plus circonspects ? » (souligné dans l'original). Cadogan pensait que montrer la lettre de Kennard à Chamberlain « pourrait aider<sup>36</sup> ». Collier, responsable de la section de l'Europe du Nord, fit observer : « Si Hitler décide de passer immédiatement à l'action, il peut toujours trouver un prétexte sans faire référence à la Russie<sup>37</sup> ! »

Collier était un des hommes de Vansittart ; parfois, il lui arrivait de critiquer audacieusement le gouvernement. Dans une remarque cynique portant sur le procès-verbal de la Commission de la politique étrangère (composée des principaux ministres), il nota qu'en « lisant entre les lignes », particulièrement en lisant les commentaires de Chamberlain, on

ne pouvait « s'empêcher de sentir que le véritable motif de l'attitude du Cabinet était le désir de s'assurer l'aide russe tout en restant libre de permettre à l'Allemagne de s'étendre à l'est aux dépens des Russes ». Le responsable de la section de l'Europe centrale, Strang, contesta, en revanche, le point de vue de Collier. Mais Cadogan, conformément à sa façon de voir les choses, se passa de ces commentaires. Pourtant, Collier adressa cet avertissement : « Les Russes ne sont pas naïfs au point de ne rien soupçonner ; j'espère que nous ne serons pas naïfs au point de penser que nous pourrions gagner sur les deux tableaux. » Il ajouta : « Nous ne devrions pas hésiter à payer le prix qui s'impose : l'assurance donnée aux Russes que nous ne les laisserons pas seuls face à l'expansion allemande en contrepartie de leur promesse d'aide. » Pour lui, faire moins était non seulement cynique, mais voué à l'échec<sup>38</sup>.

Une déclaration certes choquante, mais vraie. Il valait mieux que Litvinov ne la vît pas, même s'il n'avait pas besoin d'une confirmation de la mauvaise foi de Chamberlain ou de Bonnet. À ses yeux, la proposition de Bonnet du 25 avril était « insultante » et il ne voulait pas en entendre davantage de Paris ni de Londres. Impatient d'obtenir la réponse britannique, il aurait dit à Seeds, le 25 avril, que ses propositions n'étaient pas « définitives » mais devaient servir de « base à une négociation » — bien que deux jours auparavant il eût indiqué à Souritz que les propositions prises globalement représentaient une position « minimale ». En fait, Seeds avertit son gouvernement qu'une réaction britannique négative confirmerait simplement les craintes du gouvernement soviétique de voir la Grande-Bretagne « ne pas s'associer aux efforts de ce pays<sup>39</sup> ». Litvinov demanda où était la réponse britannique. L'URSS devait-elle conclure que le gouvernement britannique retirait son appel à une déclaration unilatérale en faveur de l'accord tripartite français<sup>40</sup> ?

Le 28 avril, Bonnet confia à Souritz que la récente proposition française était officieuse et que « sa suggestion [était] personnelle ». Souritz avisa Litvinov qu'il fallait en déduire que les Britanniques n'avaient pas accepté « la suggestion » de Bonnet<sup>41</sup>. C'était un euphémisme. Le lendemain, Bonnet téléphona à Souritz pour lui demander s'il avait reçu quelque chose de Moscou concernant sa proposition ? Non, répondit Souritz. Bonnet mentionna qu'il avait été constamment engagé dans des négociations avec les Britanniques mais que « jusqu'à présent il n'avait toujours pas obtenu d'accord ». Puis Bonnet chercha à obtenir de Souritz

des commentaires sur sa propre proposition tripartite. L'ambassadeur de l'URSS fit discrètement remarquer l'absence de réciprocité dans les engagements. Simulant la surprise, Bonnet en imputa la responsabilité à Léger et dit qu'il ferait changer la formulation immédiatement pour corriger ce défaut<sup>42</sup>. Le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agissait de diplomatie inattentive, vu que la guerre était imminente. Le 28 avril, Hitler accentua l'impression de danger en dénonçant au Reichstag le pacte de non-agression germano-polonais de 1934 et l'accord de limitation navale germano-britannique de 1935.

Le même jour, Litvinov écrivit à Staline que la proposition originale de Bonnet ne contenait aucune réciprocité. Ce message, cependant, n'était pas entièrement négatif. Selon lui, cette proposition s'appliquait plus largement à toute « l'Europe centrale et orientale », et pas uniquement à la Pologne et à la Roumanie. Avant de répondre aux Français, dit Litvinov, nous devrions attendre d'avoir obtenu une réponse britannique. Mais le petit aspect positif qu'avait vu Litvinov fut infirmé. Le lendemain, en effet, Bonnet confia à Souritz que sa proposition ne concernait que la Pologne, la Roumanie et la Turquie<sup>43</sup>.

Le 29 avril, Halifax avisa Maïski que les Britanniques avaient été « trop occupés » pour étudier les propositions « très logiques et bien construites » de Litvinov. Cette déclaration était carrément fautive, comme Litvinov le savait, lui qui avait entendu Bonnet dire à Souritz qu'il était en constantes négociations avec les Britanniques. Halifax assura Maïski que le gouvernement britannique ne laisserait pas tomber l'URSS si elle se portait à l'aide des victimes d'agression en Europe de l'Est. C'était peut-être vrai, du moins pour Halifax, mais certains n'y croyaient guère, pas même Collier. En même temps, Bonnet dit à l'ambassadeur de Grande-Bretagne que la France s'alignerait sur la position britannique touchant les garanties unilatérales si les Anglais arrivaient à persuader les Soviétiques, ce dont doutait Bonnet<sup>44</sup>. Ainsi s'achevèrent les deux semaines au cours desquelles Bonnet tenta de mener une politique étrangère indépendante à l'égard de l'URSS.

« Nos négociations avec d'autres pays ne vont pas si mal », écrivit Chamberlain à sa sœur Hilda le 29 avril :

La Russie est notre principal problème. J'avoue être extrêmement soupçonneux à son égard. Je ne peux pas croire qu'elle ait les mêmes buts que

nous, qu'elle ait de la sympathie pour la démocratie en tant que telle. Elle a peur de l'Allemagne et du Japon, et elle serait ravie que d'autres les combattent à sa place. Mais elle est probablement consciente de sa faiblesse militaire et ne veut pas se laisser entraîner dans un conflit si elle peut l'éviter. Elle déploie donc des efforts pour inciter les autres, alors qu'elle ne promet qu'une vague assistance. Malheureusement, tout le monde s'en méfie complètement, sauf les stupides partis d'opposition. On nous a d'ailleurs clairement indiqué qu'une association ouverte avec elle compromettrait toute chance de réunir les puissances balkaniques en vue de résister à l'agression allemande. Par conséquent, notre problème consiste à maintenir la Russie à l'arrière-plan sans se la mettre à dos [...]»<sup>45</sup>.

C'était justement l'arrangement que le gouvernement soviétique était décidé à contrecarrer. Le 3 mai, Litvinov envoya un mémorandum à Staline concernant la politique britannique. « Les Anglais ne sont pas pressés de nous répondre », dit-il. De toute évidence, ceux-ci attendaient la réponse soviétique à Bonnet et entendaient répéter leur proposition de garanties unilatérales. Litvinov rejeta catégoriquement les propositions française et britannique, recommandant de dissiper les illusions des Franco-Britanniques sur la position soviétique. Litvinov ne voulait rien d'autre que l'acceptation intégrale de ses propositions. En revanche, il était prêt à offrir des garanties soviétiques pour la Hollande, la Belgique et la Suisse en contrepartie de l'acceptation par la France et la Grande-Bretagne d'une garantie pour les pays baltes. Ce faisant, il répondait aux objections de Bonnet<sup>46</sup>.

Litvinov était enclin à négocier à partir de ses propositions initiales. Mais ce n'est pas lui qui poursuivit les négociations. Le 3 mai, il fut remplacé par Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, fidèle second de Staline et président du Conseil des commissaires du peuple. Un communiqué laconique envoyé aux représentants diplomatiques de l'URSS indiquait que Litvinov avait été remplacé en raison « d'un conflit grave » survenu entre lui et Molotov à la suite « de son attitude déloyale envers le Soviet des commissaires du peuple<sup>47</sup> ». Le départ de Litvinov incita l'Ouest à supposer que l'URSS pourrait bien désormais entretenir de meilleures relations avec l'Allemagne et abandonner la sécurité collective.

Payart rapporta que le limogeage de Litvinov, quoique inattendu, était partiellement attribuable aux atermoiements franco-britanniques vis-à-

vis des propositions soviétiques de triple alliance. Ajouté aux « manœuvres d'esquive » précédentes, cela avait finalement fait déborder le vase de la patience soviétique. Payart pensait que la cause immédiate du renvoi de Litvinov semblait être la dernière réponse de Halifax à Maiski (le 29 avril), dans laquelle le gouvernement britannique proposait toujours une garantie unilatérale soviétique et rejetait *de facto* l'alliance tripartite en huit points de Litvinov. « Litvinov pouvait être considéré comme le symbole de la politique de résistance collective à l'agression. Bien plus, il apportait à sa défense dans les conseils du gouvernement le dynamisme de sa forte personnalité. Il est à craindre que sa disparition [...] ne présage un recul de l'URSS dans son désir d'entente avec les démocraties occidentales, recul pouvant aller jusqu'à une neutralité garantie par l'écran polono-roumain, voire même jusqu'à une entente possible avec l'Allemagne. » Cependant, une semaine plus tard, Payart reconnut que cette opinion paraissait peu vraisemblable *pour le moment* (souligné dans l'original). Le gouvernement soviétique semblait toujours favorable à la sécurité collective. Désormais, cependant, Staline allait davantage mener la politique étrangère soviétique : elle dépendrait alors de son *amour-propre* et de ses sautes d'humeur<sup>48</sup>.

Comme s'il s'était agi de renforcer les suppositions de Payart, Molotov donna des assurances aux ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne, affirmant qu'il n'y aurait pas de changements dans la politique soviétique — à moins, ajouta-t-il laconiquement à Seeds, « que d'autres États changent la leur<sup>49</sup> ». Seeds tira des conclusions analogues. De leur côté, les diplomates soviétiques assurèrent leurs homologues occidentaux que le départ de Litvinov ne signifiait pas un changement de politique. Maiski affirma par la suite que la révocation de Litvinov était due à une querelle personnelle entre lui et Staline<sup>50</sup>. Sur ce point, il est difficile de tirer des conclusions définitives, car tous les éléments ne sont pas disponibles ; on ne peut que conjecturer à partir des spéculations de l'époque. Les documents publiés par les Soviétiques donnent pourtant l'impression d'un Litvinov toujours disposé à négocier et à faire des compromis avec les gouvernements français et britannique, tout indignes de confiance que soient ceux-ci. Il se peut que Staline ait finalement perdu patience et ait opté pour l'approche intransigeante de Molotov.

## V

L'ambassade de France à Moscou avait prévenu maintes fois le gouvernement français des dangers d'un rapprochement germano-soviétique. Ces avertissements reposaient-ils sur des faits? Y eut-il une activité diplomatique entre Moscou et Berlin après le rappel de la mission Schnurre, fin janvier? Oui, mais très peu. Les discussions économiques franco-allemandes qui avaient débuté en décembre 1938 avec la visite de Ribbentrop à Paris furent plus importantes que le bref regain d'activité auquel avait donné lieu l'annulation de la mission Schnurre. Daladier songea à inviter Hermann Goering à Paris — ce dernier était responsable du plan quadriennal allemand —, tandis que Bonnet voulait poursuivre les négociations commerciales qui avaient semblé sur le point d'aboutir en mars. Hervé Alphand, haut fonctionnaire du ministère du Commerce, et l'ancien ministre Lucien Lamoureux furent envoyés à Berlin pour mener les négociations<sup>51</sup>. De janvier à mars 1939, les Britanniques menèrent, eux aussi, des pourparlers avec l'Allemagne. Le Foreign Office envoya Ashton-Gwatkin à Berlin pour sonder les intentions des hauts fonctionnaires allemands et des gens d'affaires, et ainsi prendre le pouls politique en vue d'une coopération économique<sup>52</sup>. Tout cela, cependant, fut écourté par l'occupation de Prague.

Où en étaient les relations germano-soviétiques? L'ambassadeur Merekalov rapporta début mars avoir été invité à un repas offert au corps diplomatique par Hitler, repas au cours duquel, lors d'une brève conversation polie avec le führer, il s'était plaint de l'hostilité de la presse. En fait, Litvinov trouvait que les presses allemande et italienne avaient adopté un ton moins vitriolique à l'égard de l'URSS. Litvinov fit remarquer: «L'Allemagne ne craint pas d'utiliser la carte soviétique dans son jeu avec la Grande-Bretagne et la France, mais elle n'a pas [encore] décidé par quels gestes politiques elle veut, dans la mesure du possible, remplacer le rapprochement économique. En même temps, l'Allemagne n'arrête pas de s'intéresser à nos matières premières et à ses exportations vers l'URSS<sup>53</sup>.» Un mois plus tard, Litvinov écrivit à Merekalov: «Je ne peux vous en dire plus que ce que vous savez déjà à travers les journaux non pas allemands, bien sûr, mais français, britanniques et soviétiques.» Hitler semblait avoir été quelque peu troublé par la déclaration

britannique sur la Pologne. Par ailleurs, Litvinov avait noté certains « allers-retours énigmatiques » de l'ambassadeur Schulenburg entre Moscou et Berlin<sup>54</sup>. Litvinov câbla à Merekalov de se rendre au ministère allemand des Affaires étrangères pour prier l'Allemagne de cesser son ingérence dans la livraison des plans, des prototypes et des batteries anti-aériennes fabriqués pour le compte de l'URSS en Tchécoslovaquie occupée<sup>55</sup>.

Certains historiens attribuent une grande importance à la rencontre qui suivit entre Merekalov et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Ernst Weiszäcker, le 17 avril (le jour même où Litvinov mit au point ses propositions d'alliance avec la France et la Grande-Bretagne). Si on se base sur le compte rendu de Weiszäcker, l'entretien fut l'occasion d'une ouverture soviétique à l'endroit de l'Allemagne, laquelle aurait mené en fin de compte au pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939. Des documents soviétiques publiés en 1990 et 1992 n'indiquent aucune ouverture politique, mais uniquement la demande de l'arrêt de l'ingérence allemande dans la réalisation par Skoda des contrats soviétiques, conformément aux instructions de Litvinov. D'après le rapport de Merekalov, celui-ci n'aurait exprimé aucune opinion politique, si ce n'est le souhait de voir la menace de guerre prendre fin. Lors de cette discussion, si l'on en croit ce rapport, Merekalov posa une série de questions sur les relations franco-allemandes et germano-polonaises. Il se plaignit aussi des attaques contre l'URSS dans la presse allemande, faisant remarquer qu'elles n'indiquaient « aucun changement de position » de la part de l'Allemagne. En réponse, « Weiszäcker leva les bras et soupira ». Merekalov lui demanda alors comment il voyait l'avenir des relations germano-soviétiques. Après une plaisanterie sur leur état déplorable, Weiszäcker répondit que certains facteurs « idéologiques » empêchaient leur amélioration, mais qu'il espérait voir se développer les relations économiques. Le récit de Weiszäcker, sur lequel se fondent la plupart des historiens, indique que Merekalov fit une ouverture marquée en vue de meilleures relations politiques. Il n'est pas impossible que Weiszäcker ait raison, et que Merekalov ait dissimulé ses propres remarques politiques, mais, si tel est le cas, il n'agissait pas sur ordre de Litvinov<sup>56</sup>.

## VI

Les Français et les Britanniques se désolaient du départ de Litvinov. Molotov était d'un tout autre genre — un salaud impitoyable et insensible, un *opritchnik* dévoué qui suivait les ordres de Staline à la lettre. Molotov était le deuxième homme le plus puissant d'URSS. Bureaucrate insipide avant tout, il était « le camarade aux fichiers » selon Lénine. Contrairement à Litvinov, il n'était jamais sorti d'URSS et ne parlait aucune langue étrangère. Alors que Litvinov se tenait à l'écart de la politique du parti, Molotov y baignait en tant qu'acolyte de Staline. Il trempait jusqu'au cou dans le sang des purges, ayant souvent signé les décrets d'exécution des victimes, dont nombre de ses collègues. Molotov ne manifesta aucun remords dans sa vieillesse. Tout le monde savait que Litvinov et lui se détestaient profondément. Molotov rappela que « Litvinov restait parmi les vivants... par chance uniquement<sup>57</sup> ». D'après Churchill, qui apprit à le connaître durant la guerre :

Il avait vécu et prospéré dans une société où l'intrigue imprévisible jouxtait la menace constante d'élimination personnelle. Sa tête en forme d'obus, sa moustache noire et son regard compréhensif, son visage impassible, son adresse verbale et son attitude imperturbable montraient bien ses qualités et son habileté. Il était l'agent et l'instrument par excellence de la politique d'une machine imprévisible [...]. Je n'ai jamais vu un être humain correspondre si parfaitement à un robot. Et malgré tout, il y avait là un diplomate d'apparence raisonnable et profondément distingué<sup>58</sup>.

Le 4 mai, comme l'avait prévu Litvinov, les Britanniques renouvelèrent leur proposition de garanties unilatérales. Cependant, ce qui suivit n'était pas si prévisible. Potemkine se rendit à Ankara pour poursuivre des négociations en vue d'améliorer les relations avec la Turquie — une alliée importante des Soviétiques durant l'entre-deux-guerres —, négociations qui avaient débuté en même temps que celles que menaient les Britanniques et les Français. Il rencontra le président turc, İsmet İnönü, qui reprocha à la France et à la Grande-Bretagne de ne pas s'opposer à l'expansion allemande vers l'est. İsmet estimait que la politique franco-britannique consistait à se tenir éloignés en espérant que l'Allemagne

s'épuiserait dans un conflit à l'est, afin de devenir les arbitres de l'Europe. Malheureusement, leurs calculs s'étaient révélés faux, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Albanie ayant été englouties. Selon İsmet, les États encore indépendants en Europe de l'Est avaient perdu confiance dans l'aide franco-britannique et envisageaient n'importe quel compromis avec Hitler. La Grande-Bretagne et la France, s'étant finalement aperçues du danger, avaient entamé des négociations avec la Turquie et l'URSS. « Pour İsmet, l'URSS ne devait pas rejeter les offres de coopération [franco-britanniques]. » Il conseilla à Potemkine d'accepter la proposition de Bonnet ou, au pire, d'admettre le concept britannique de garanties unilatérales, puis de construire sur cette base. Selon lui, accepter cette proposition n'était pas incompatible avec « la dignité » soviétique. Une alliance anglo-franco-soviétique était cruciale. Du reste, İsmet avait confié à Weygand, qui visitait la Turquie à peu près au même moment, que la France « ne pouvait pas se défendre contre l'Allemagne sans l'aide de l'URSS<sup>59</sup> ».

Le gouvernement soviétique allait-il suivre le conseil d'İsmet ? Payart câbla à Paris que la proposition britannique était pour le moins malencontreuse, « [...] à un moment où il s'agirait d'accrocher l'URSS et de la prendre au mot plutôt que de lui fournir de nouveaux motifs de se retirer [...] »<sup>60</sup>. Le 8 mai, Seeds alla présenter la proposition britannique à Molotov. Ce dernier, poli mais sceptique, l'interrogea sur la volonté britannique d'avoir des discussions d'états-majors et de conclure un accord militaire. En fait, Molotov était embrouillé par les différentes propositions françaises et britanniques ; il voulait une explication. Seeds n'en avait pas de facile. Puis vinrent les sempiternelles questions sur la position polonaise, le problème perpétuel. Seeds répondit, comme d'habitude, que les Polonais avaient peur de froisser l'Allemagne. Molotov critiqua le retard britannique dans sa réponse aux propositions de Litvinov : le « gouvernement soviétique, dit-il, avait toujours répondu [...] dans les trois jours, et pas dans les trois semaines ». Seeds répliqua sèchement : « Chapeau à l'efficacité soviétique ! » Molotov « rit de bon cœur », bien que ce ne fût pas drôle<sup>61</sup>. Payart ne croyait pas à l'argument britannique ou polonais selon lequel il fallait éviter de froisser Hitler. Dès l'instant où l'on se décidait à résister à l'Allemagne, il fallait prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre cette politique efficace<sup>62</sup>.

Molotov rencontra également Payart, le 11 mai, pour discuter de la même chose ; mais là Molotov souligna l'importance d'une coopération efficace, par opposition à des engagements inefficaces sur papier<sup>63</sup>.

Molotov demanda l'avis de ses ambassadeurs et consulta Potemkine, lequel devait se rendre à Bucarest, Sofia et Varsovie après son départ d'Ankara. La réponse de ce dernier vint de Varsovie, le 10 mai : « Sans la participation de l'URSS, la France et la Grande-Bretagne ne peuvent garantir d'aide réelle à la Pologne et à la Roumanie contre l'Allemagne. » Potemkine répéta les mêmes mots que ceux d'Ismet à Weygand sur l'incapacité de la France à soutenir une guerre contre l'Allemagne sans l'URSS. Et pourtant, « de manière très caractéristique », la Grande-Bretagne avait fait des propositions demandant l'aide soviétique sans rien offrir en retour, propositions où se manifestait la volonté de disposer du soutien soviétique comme bon lui semblerait, sans tenir compte des intérêts de l'URSS. Malgré cela, demanda Potemkine, « devrions-nous simplement rejeter la proposition britannique ? » Il jugeait qu'une acceptation conditionnelle par les Soviétiques leur procurerait certains avantages : le prestige international, une façon de contourner une association ouverte avec la Pologne et la Roumanie, des engagements soviétiques moins contraignants, et même aucun engagement du tout sans une action préalable de la France et de la Grande-Bretagne. Aux yeux de Potemkine, il était possible de mettre en évidence les défauts de la proposition britannique tout en l'acceptant selon les conditions avancées à cet effet dans les propositions de Litvinov du 17 avril. « Je vous demande, écrivit Potemkine [au cas où Molotov n'eût pas aimé sa recommandation], de tenir compte du fait que c'est sur la route et en hâte que j'ai dû composer cette réponse<sup>64</sup>. »

Potemkine aurait pu être un peu moins inquiet, car Souritz soumettait la même recommandation à Moscou. L'ambassadeur y énumérait tous les inconvénients de la proposition britannique, notant que l'URSS y était traitée comme une sorte de « compagnon aveugle » à la traîne des Français et des Britanniques, sans même pouvoir compter sur leur assistance en cas de contrecoups. Cela dit, Souritz conseilla de ne pas rejeter directement les propositions britanniques. Cela pouvait faire le jeu de Bonnet et de Chamberlain, qui imputeraient à l'URSS la responsabilité d'une rupture des négociations pour se justifier aux yeux de l'opinion

publique — laquelle, notait Souritz, appuyait une alliance avec l'URSS. Bref, il recommandait d'accepter la dernière proposition de Bonnet (29 avril) comme base de discussion. Puis Moscou, dit Souritz, « déclarera au monde entier sa volonté de soutenir ses voisins exposés à une attaque, et nous mettrons fin à toutes ces fables sur notre duplicité avec l'Allemagne ». Nous démontrerons notre flexibilité et notre empressement à faire des compromis en vue de contre-propositions raisonnables. En acceptant la proposition de Bonnet comme base de discussion, ajoutait Souritz, nous mettrons de notre côté la majeure partie de l'opinion publique française et nous accroîtrons ainsi la pression sur les Britanniques, rendant difficile l'esquive de Chamberlain au Parlement<sup>65</sup>.

Maiski n'était pas d'accord avec ses deux collègues. Il s'opposait à l'acceptation de la proposition britannique ; il ne commenta pas celle de Bonnet. Il rapporta une conversation avec Halifax le 9 mai au cours de laquelle ce dernier tenta à nouveau de rassurer le gouvernement soviétique contre la crainte de se voir abandonné seul face à l'Allemagne par les Britanniques. Maiski ne fut pas convaincu par les protestations de Halifax ; la déclaration britannique n'était encore qu'à sens unique, l'URSS devant se porter à l'aide de la France et de la Grande-Bretagne en cas de conflit les impliquant, mais pas l'inverse. Halifax dit alors, selon Maiski : « Si vous n'aimez pas cette formule [...], proposez-en une autre » qui satisfasse le désir de réciprocité des deux camps. Maiski corrobora les aveux de bonne volonté de Halifax, soulignant que celui-ci avait mentionné par deux fois le désir du gouvernement britannique d'un accord avec l'URSS. Mais Maiski n'était pas heureux que la nouvelle proposition britannique fût pratiquement identique à celle du 14 avril, et cela juste après que Hitler eût dénoncé (le 28 avril) le pacte de non-agression germano-polonais et l'accord naval anglo-allemand. Pour donner de la force à ses arguments, il ajouta : « Les partisans de l'*appeasement* ont relevé la tête. » Le *Times*, en effet, avait lancé une vaste campagne pour « essayer une nouvelle fois » de s'entendre avec l'Allemagne et l'Italie. « Personnellement, je considère que la proposition [britannique] [...] est inacceptable ; mais je ne pense pas que les Anglais aient dit leur dernier mot<sup>66</sup>. » Peut-être n'était-ce qu'une coïncidence si Oliver Harvey, secrétaire particulier de Halifax, avait consigné dans son journal, six jours avant la note de Maiski à Molotov : « L'*appeasement* relève sa sale tête. On

me rapporte continuellement que le 10 Downing Street s'y emploie activement derrière notre dos. Le *Times* y va de sa note défaitiste : "Dantzig ne vaut pas une guerre" [...] <sup>67</sup>. » Les comptes rendus de Maiski, on le voit, correspondaient assez bien aux déclarations de Halifax ou à l'opinion londonienne.

Début mai 1939, Molotov avait devant lui une série de choix de politiques ; il semblait indécis. Le 10 mai, il câbla à Potemkine qu'il pourrait avoir à différer son départ de Varsovie pour parler à Beck. « Il nous importe de savoir où en sont les affaires de la Pologne avec l'Allemagne. Vous pouvez laisser entendre que, si la Pologne le souhaite, l'URSS peut lui apporter son soutien. » Selon Potemkine, Beck reconnut que la Pologne ne pourrait pas résister longtemps à l'Allemagne sans l'aide soviétique. Ce n'était pas un secret mais, venant de Beck, c'était d'une franchise inhabituelle. « Pour ma part, dit Potemkine, j'ai souligné que l'URSS ne refuserait pas son soutien à la Pologne si tel était son désir <sup>68</sup>. »

Le lendemain, Grzybowski, ambassadeur de Pologne à Moscou, appela Molotov pour l'aviser que son gouvernement s'opposait à la garantie trilatérale de Bonnet concernant la Pologne et qu'il n'y aurait pas de participation à un pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS. La seule façon de se prémunir pour Grzybowski fut de prétendre que ses instructions reflétaient les circonstances présentes et que ces questions pourraient être réexaminées à l'avenir. « Toute la conversation démontrait que la Pologne ne voulait pas, dans les circonstances présentes, se lier par un accord avec l'URSS ou par un accord sur la participation de l'URSS concernant une garantie à la Pologne [...] <sup>69</sup>. » C'était la réponse polonaise à l'offre de Potemkine.

De Londres, Maiski envoya d'autres nouvelles à propos d'une résurgence de l'*appeasement*. Il conclut néanmoins que l'opinion publique était trop hostile à l'Allemagne pour que soit possible un retour à la politique de Munich, même si Chamberlain le souhaitait et manœuvrait en ce sens. Le gouvernement, plus que probablement, allait tomber s'il retournait à une politique de conciliation. Halifax revit Maiski le 11 mai, insistant toujours sur la proposition britannique d'une garantie soviétique unilatérale. Ils passèrent en revue les questions de réciprocité, de garanties ainsi que l'engagement britannique à soutenir l'URSS, mais

ne résolurent rien. Maiski rapporta cependant le désir exprimé par Halifax de dissiper les soupçons et la méfiance pour parvenir à un accord, encourageant le gouvernement soviétique à clarifier ses objections par rapport à la proposition britannique<sup>70</sup>. Ce qui fut fait par un communiqué de l'agence Tass et un éditorial paru dans les *Izvestia* des 10 et 11 mai. Ces commentaires publics étaient de mauvais augure pour la proposition britannique, mais ne surprirent pas les Français<sup>71</sup>.

Le 14 mai, Molotov expliqua à Seeds la position du gouvernement soviétique. Elle reflétait la vision de Maiski, pas celle de Potemkine ni de Souritz. La position minimale soviétique consistait en un pacte tripartite d'assistance mutuelle, une garantie aux États d'Europe centrale et de l'Est, y compris les pays baltes, et un accord militaire concret. Lorsque Molotov parla de la garantie balte, Seeds « émit des sons désapprobateurs », tapotant sur le papier contenant les propositions soviétiques. Le gouvernement britannique ne souhaitait pas inclure les pays baltes dans une garantie trilatérale, du fait de leur opposition. Molotov écouta poliment, mais ne se laissa pas désarmer<sup>72</sup>.

Potemkine reçut Payart pour l'informer de la position soviétique. « L'Angleterre veut tout de nous, dit-il, sans nous donner en échange de contreparties suffisantes [...]. Qu'arrivera-t-il par exemple si nous sommes attaqués par l'Allemagne à travers les pays baltes ? Aucun appui de l'Angleterre ne nous serait assuré dans ce cas. » À propos des divergences entre les propositions française et britannique, Payart dit que le gouvernement français avait formulé sa proposition, car il croyait que celle des Britanniques ne serait pas acceptée. Bonnet dit la même chose à Souritz, en insistant sur le fait qu'il n'avait pas abandonné son idée<sup>73</sup>. La proposition française avait évidemment vexé les Britanniques. « Cela a court-circuité nos propres négociations, se plaignit Seeds, [...] car il est évident que devant deux propositions divergentes, il faudrait être idiot (ce que les Russes ne sont pas) pour refuser la plus avantageuse<sup>74</sup>. »

Face à ce double choix, Molotov finit par décider de garder les propositions de Litvinov sur la table et de rejeter complètement le concept britannique. En outre, il écarta les propositions de Bonnet, qui auraient pu être acceptées et transformées afin de ressembler au programme initial de Litvinov. De leur côté, les Britanniques s'opposaient aux deux, car ils envisageaient une alliance tripartite. Chamberlain demeurait un obstacle

majeur à un accord. Malgré sa plus grande flexibilité, Halifax était influencé par Cadogan et Sargent, tous deux adversaires d'une alliance. Channon nota que Chamberlain montrait lors des débats aux Communes « son aversion pour la Russie et les "Bolchos" » ; une alliance avec l'URSS était « le projet fétiche de la clique gauchiste au Foreign Office ». Strang, le responsable de la section de l'Europe centrale, pensait que Chamberlain résistait à une alliance parce qu'elle marquait la fin de l'*appeasement*, estimant qu'ils étaient « tous antisoviétiques au 10 Downing Street<sup>75</sup> ». Le premier ministre fut soulagé du départ de Litvinov, menaçant de démissionner « plutôt que de signer [une] alliance avec les Soviétiques ». Même Corbin attribuait « la réticence » du Cabinet britannique à l'animosité anticommuniste<sup>76</sup>.

Le 14 mai fut une journée cruciale pour les négociations en vue de former une alliance antinazie. Il y aurait d'autres occasions d'accord, mais celle-ci était importante. On échoua parce que l'anticommunisme déterminait encore la politique, du moins à Londres, peut-être un peu moins à Paris, et parce que le gouvernement soviétique ne pouvait pas se départir de sa profonde méfiance à l'égard des gouvernements français et britannique, méfiance engendrée par Munich et par les autres échecs de la sécurité collective. Le départ de Chamberlain, Daladier et Bonnet eût été sans doute la meilleure façon de persuader Molotov et ses collègues de la bonne volonté franco-britannique. Les intentions se jugent aux actes ; c'était la philosophie appliquée depuis longtemps par le gouvernement soviétique à ses relations avec la France et la Grande-Bretagne. Le remplacement par des successeurs tels que Churchill, Mandel et d'autres politiciens aurait renversé la situation. Mais Churchill n'arriva que bien plus tard et Mandel n'arriva jamais.